

Zeitschrift: Bulletin mensuel de la Chambre de commerce suisse en France
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: - (1923)
Heft: 40

Rubrik: Impôts sur le chiffre d'affaires

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

blique tchécoslovaque jouiront, dans les colonies, possessions et pays de protectorat français qui n'ont pas le même régime douanier que la France, des tarifs qui y sont appliqués ou qui pourraient y être appliqués aux produits de la nation la plus favorisée, à l'exclusion des avantages qui, en cette matière, seraient réservés aux produits de la métropole.

LE CHOMAGE EN SUISSE

Nombre des chômeurs complets :

A la fin juillet 1923.....	22.722
— juin 1923.....	25.583
— juillet 1922.....	52.180
— juillet 1921.....	55.605
— juillet 1920.....	4.254

Chômeurs partiels :

A la fin juillet 1923.....	12.592
— juin 1923.....	13.585
— juillet 1922.....	28.279
— juillet 1921.....	79.888
— juillet 1920.....	5.338

Nombre de chômeurs par groupe de métiers :

	CHOMEURS COMPLETS PARTIELS	
Exploitation des mines et tourbières	59	»
Agriculture, horticulture....	289	16
Sylviculture, pêche.....	53	22
Alimentation, boissons et tabacs	582	1.043
Industries du vêtement et du cuir	332	40
Industries du bâtiment et branches connexes peinture	3.331	132
Industries du bois et du verre.	348	10
Industrie textile.....	2.302	7.462
Arts graphiques, industrie du papier	603	48
Industrie chimique.....	127	698
Industrie des métaux et machines et industrie électrotechnique	2.635	1.402
Industrie horlogère et bijouterie.	2.188	1.311
Commerce et Administration	1.908	19
Industrie hôtelière.	463	»
Transports.	252	10
Professions libérales et intellectuelles.	722	»
Service de maison.	437	»
Main-d'œuvre non spécialisée	6.091	379

FOIRES ET EXPOSITIONS

On nous prie d'informer nos lecteurs qu'une Exposition internationale de *Progrès moderne, Hygiène au foyer, Confort domestique, Alimentation, Industrie diverses*, organisée sous les auspices de la Société d'Hygiène de l'Enfance, aura lieu à Paris, en octobre 1923, aux Galeries de la Boétie.

Par disposition du Ministère des Finances, Direction générale des Douanes, les marchandises destinées à cette exposition seront admises en franchise temporaire de douane.

Pour tous renseignements, s'adresser à l'Exposition Internationale, Délégation des sections étrangères, 31, rue Faidherbe, Paris (11^e).

IMPOTS SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Façonniers Petits-Artisans

A une demande d'un député tendant à connaître la situation des petits façonniers et des petits artisans vis-à-vis de l'Administration, relativement à l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt cédulaire, Monsieur le Ministre des Finances a répondu :

« Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, les ouvriers travaillant chez eux, lorsqu'ils opèrent exclusivement à façon pour le compte d'industriels ou de commerçants, avec des matières premières fournies par ces derniers et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autre concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits-enfants habitant avec eux, d'un apprenti de moins de seize ans et d'un compagnon, sont considérés comme passibles, non plus de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais de l'impôt sur les traitements et salaires. Il en est de même des artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui des personnes ci-dessus énumérées. Ces mêmes ouvriers à façon et petits artisans se trouvent exonérés de l'impôt sur le chiffre d'affaires dans tous les cas où ils n'étaient redevables de cette taxe que parce qu'ils accomplissaient des actes relevant des professions assujetties à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux. »

Journal Officiel, 23 août 1923.

Concession de brevets d'Invention

Un député ayant demandé si un commerçant (société ou particulier) propriétaire ou licencié exclusif de brevets français d'invention, concédant accessoirement à son exploitation des licences ou sous-licences de ces brevets, moyennant le paiement des redevances, est assujéti, de ce chef, au paiement de la taxe sur le chiffre d'affaires et quels sont les droits qui sont exigibles sur l'enregistrement de conventions renfermant de telles concessions de licences.

M. le Ministre des Finances a répondu :

« 1° La concession de licences de brevets d'invention dépendant d'un fonds de commerce est un acte de commerce et constitue un mode d'exploitation entraînant l'exigibilité de l'impôt sur le chiffre d'affaires sur le montant des redevances payées par le bénéficiaire au concédant ; 2° les droits d'enregistrement exigibles sur les actes renfermant des concessions de licences sont susceptibles de varier d'après les clauses et stipulations particulières à chaque contrat et peuvent avoir le caractère de cessions assujetties au droit de 5 0/0 ou de baux soumis au droit de 0 fr. 60 0/0.

*Moniteur Officiel du Commerce
et de l'Industrie,
27 juin 1923.*

PATENTE

Nous avons eu l'occasion de demander à la Direction générale des Contributions directes si, en raison de la pénurie des appartements, un négociant pourrait obtenir sa patente s'il n'a pas pu trouver un autre logement ou un autre bureau qu'une chambre d'hôtel, louée au mois ou à l'année.

En réponse à cette demande, la Direction générale des Contributions nous a fait savoir que cette circonstance n'est pas de nature à mettre obstacle à la délivrance de la patente.

COURS DU CHANGE ENTRE LA SUISSE ET LA FRANCE

pendant le mois d'août 1923

	franc suisse à Paris	franc français à Genève
1 ^{er} août.	309.75	»
10 —	320.50	31.27
20 —	324.50	30.80
30 —	320.75	31.25

Cours extrêmes

1 ^{er} août.	309.75	»
4 août.	»	32.35
16 août.	330.75	30.18 3/4

TAXE DE LUXE

Un décret du 7 septembre 1923, abrogeant les dispositions antérieures relativement aux mêmes objets, classe comme étant de luxe les marchandises, fournitures ou objets de luxe quelconques énumérés aux tableaux A et B annexés au dit décret.

Le tableau A comprend les objets classés comme étant de luxe en raison de leur nature ; ces objets sont les suivants :

Alimentation

- 1° Eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs et vins de liqueur ;
- 2° Truffes, volailles et gibiers truffés sous toutes leurs formes, pâtés truffés ;
- 3° Caviar.

Ameublement

- 4° Billards et accessoires ;
- 5° Tapisseries anciennes et modernes en laine ou en soie, tissées au métier ou à la main ;
- 6° Tapis de soie ou de bourre de soie ; Tapis d'Orient, tapis de la Savonnerie.
- 7° Décor de lit.

Animaux

- 8° Chevaux, poneys, mules ou mulets de luxe (les éleveurs n'ont pas à supporter la taxe de 10 0/0) ;
- 9° Perroquets et singes ;
- 10° Gibier vivant pour chasse ou repeuplement.

Antiquités et curiosités

- 11° Curiosités, antiquités et tous objets de collection non dénommés.

Armurerie

- 12° Armes et munitions de chasse. Articles de chasse ;
- 13° Revolvers et pistolets automatiques de toute nature autres que ceux d'ordonnance.

Habillement

- 14° Vêtements de vénerie, amazones ;
- 15° Livrées, uniformes des gens de service des établissements privés ;
- 16° Plumes de parures limitées aux aigrettes, crosses et paradis ;
- 17° Bonneterie et lingerie de soie pure ou mélangée, y compris la soie artificielle.